

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS ! » (Karl MARX)

L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste et révolutionnaire*



PSA

Lundi 3 mars 2014

Le peuple ukrainien pris en otage par Poutine et les puissances occidentales

Après trois mois de manifestations à Kiev, l'ancien président ukrainien a finalement démissionné la semaine dernière pour se réfugier en Russie. Les manifestants de la place Maïdan, et au-delà, avaient acclamé la chute d'un régime corrompu, au service d'oligarques enrichis par le pillage de l'économie du pays, depuis son indépendance. Ce qui ne les empêchait pas d'ailleurs de rester défiants vis-à-vis des politiciens du nouveau gouvernement, eux aussi largement corrompus et prêts à imposer à la population les nouveaux plans d'austérité exigés par l'Union européenne et le FMI.

Mais l'euphorie qui a suivi la fuite de Ianoukovitch aura été brève ! Le président russe, Vladimir Poutine, en prétendant défendre la population russophone de l'Est de l'Ukraine, a fait sortir ses militaires de leurs bases en Crimée et voter un possible recours à une intervention armée.

Le nouveau gouvernement de Kiev où se côtoient extrême droite et oligarques ayant rivalisé de corruption avec les proches de Ianoukovitch, a pour sa part multiplié les déclarations nationalistes anti-Russes. Il riposte aux bruits de botte de Poutine en ayant mis l'armée ukrainienne en état d'alerte.

S'il est trop tôt pour savoir jusqu'où ira l'escalade militaire, une chose est d'ores et déjà sûre :

l'affrontement avec la Russie éclipse pour l'heure le contenu social que le renversement de Ianoukovitch était en train de prendre.

Après les serviteurs de Poutine, les serviteurs des puissances occidentales veulent étouffer la révolte des travailleurs et de la population contre les ravages de la crise économique provoquée par les oligarques et les affairistes qui ont systématisé la corruption. Reste les rivalités des grandes puissances, côté russe comme occidental, pour contrôler cette région stratégique, qui conduisent aujourd'hui à toutes les surenchères nationalistes et guerrières.

Une partie de la population a réussi à chasser Ianoukovitch. Si tous les travailleurs, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest de l'Ukraine, s'y mettent ensemble, ils pourront chasser leurs oppresseurs et exploiters, quelles que soient leurs allégeances !

Seule l'intervention des travailleurs, des classes populaires, peut empêcher le pire, pour imposer le respect des droits des peuples et des travailleurs, mettre fin aux privatisations qui ruinent l'économie ukrainienne, ouvrir la voie à une Europe fondée sur la solidarité et la coopération et non la concurrence contre les peuples.

Le pacte de Hollande avec le patronat

Le gouvernement ne jure désormais que par le « *pacte de responsabilité* » proposé aux entreprises. Le pacte en question, c'est 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales pour le patronat, qui rejette toute « responsabilité » : pas question de promesses ni de contreparties en matière d'emploi, a expliqué Gattaz, le patron du MEDEF. Au contraire, il ordonne au gouvernement de ne pas « *stresser* » les entrepreneurs, les pauvres !

Ces déclarations patronales n'ont pas empêché le gouvernement d'embarquer les centrales syndicales dans l'arnaque des négociations sur ce pacte à sens unique, qui se sont ouvertes vendredi dernier.

Une partie des centrales syndicales de salariés, CFDT en tête, s'y sont précipitées voyant même dans la première séance « *un bon coup d'envoi* ».

CGT et FO y sont allées en dénonçant le « *marché de dupes* ». Soit. Mais que préparent-elles comme riposte des travailleurs ?

Car ce qui se profile, ce sont de nouveaux sacrifices pour les travailleurs et la poursuite des licenciements. A moins de se donner les moyens, ailleurs que dans les salons des négociations, d'être aussi intransigeants dans la défense de leurs intérêts que les patrons le sont pour défendre les leurs...

Le pire se confirme

Au Système 2, l'équipe 12 chômera la semaine 12 (montage ferrage, peinture), plus trois lundis, pendant ce temps sur le Système 1 c'est le festival des H+ sur les deux équipes. Pareil pour l'équipe C. C'est l'escalade, la direction se croit tout permis, après la fermeture de la ligne 208, ce sera encore pire. Sauf si on l'arrête avant.

Du grand n'importe quoi

L'équipe 12 avait été prévenue seulement une semaine à l'avance que le samedi 1^{er} mars serait travaillé. Problème : la direction avait aussi prévu que la saisie ne travaillerait pas. Résultat : pas de réception, ceux de la logistique (comme les chauffeurs de camions) sont venus pour rien, la direction avait oublié de prévenir...

Voilà ce qui se passe quand on prévoit des séances tous azimuts. La prochaine fois, on oubliera de venir.

La direction veut se sucrer aussi sur les seniors ?

Comme confirmé par le CE, l'adhésion au congé senior est ouverte depuis le 18 février. Mais ceux qui reviennent des entretiens ont de bonnes raisons d'être déboussolés : pas d'estimation individuelle sur les revenus, rien de précis ni d'écrit sur les modalités de paiement.

Vu le nombre de collègues concernés, la direction ne recule devant rien pour tenter les arnaques. On ne la laissera pas faire.

C'est elle qui est responsable

La direction annonce 16 accidents de trajet depuis le début de l'année. La prétendue « prévention des accidents » n'est prônée par la direction que pour nous en rendre responsables. Pourtant à chaque surcharge, poste supprimé, H+, ou samedi travaillé, ce sont les probabilités d'accident qui augmentent. Et la direction ose faire de la retape pour le co-voiturage ?

Il n'y a pas de loi contre la fatigue au volant mais ça relève du salut public de nous battre contre ce qu'impose la direction : les surcharges et la fatigue au travail.

Ateliers « démission forcée »

La direction prévoit des ateliers EMDP les 4 et 11 mars : des « ateliers CV » pour que tu apprennes à écrire un CV... pour mieux te casser. Ne nous y trompons pas : ceux qui s'y rendront seront considérés par la direction comme plus volontaires au départ que ceux qui n'iront pas...

De toute façon ce n'est pas un beau CV sur une feuille A4 qui va nous aider à trouver un emploi, vu le taux de chômage qui grimpe. Si on veut un emploi à PSA Poissy ou ailleurs, il faudra se battre contre tous les patrons.

Fractionnement : les manœuvres patronales

À PSA Caen, les syndicats avaient rejeté le fractionnement des congés. Pas contente du tout, la direction a fait revoter, prétextant que certains votants n'avaient pas eu tous les éléments.

La direction a finalement obtenu le revirement de quelques délégués complaisants, mais elle a aussi réussi à faire tripler le nombre d'ouvriers au débrayage : 150 entre les deux votes.

Parfois des victoires patronales peuvent aussi sonner comme des veilles de défaites. La semaine dernière à Poissy, une quinzaine de caristes du B3 sont allés le rappeler à la direction.

Le compte n'est pas bon du tout

Passé maître dans l'art de la manipulation des chiffres, PSA annonce pour 2013 une perte de 2,3 milliards d'euros. Avec un jeu d'écritures de 1,1 milliard pour dépréciations d'actifs (qui ne seraient des pertes que si PSA décidait de vendre tout son patrimoine !), 460 millions de frais de restructuration et de fermeture d'Aulnay (PSA dépense pour licencier !), ainsi que 700 millions de frais financiers qui vont aux banques, vu les taux d'intérêt de 7 %...

S'il y a de l'argent pour ça, alors il y en a aussi pour nos salaires.

Sortie de route pour l'emploi

Après CAP 2010, Rebond 2015... Voilà Iznogoud et son « *Back in the race* ». Ce plan stratégique dernier cri annoncé la semaine dernière regorge de projets miracle. La recette est aussi ferme qu'immuable : récompenses pour les actionnaires et restructurations pour les autres. Tout ça, quelques jours à peine après avoir annoncé la fermeture d'une ligne de montage à Poissy et à Mulhouse.

Ça, pour être original ! « *De retour dans la course* »... aux profits et aux suppressions de postes.

PSA officiellement renfloué par l'État sur nos impôts

Officialisée mercredi 19, l'entrée de l'État et du Chinois Dongfeng au capital de PSA suscite chez Montebourg des élans lyriques : il s'agirait d'une « *décision de patriotisme économique et industriel* ». C'est surtout du capitalisme : quelle que soit leur nationalité, ils ne pensent qu'à leur pognon.

Participation au beurre de cacahuètes

Suite au CE du 27 février, on apprend que nous toucherons 0 € de prime d'intéressement mais tout de même 23 € de participation, quelle générosité ! Cete fameuse participation aux bénéfices de l'entreprise n'est indexée que sur... les bénéfices réalisés sur le territoire. Preuve que PSA fait des bénéfices en France et que pour ceux réalisés ailleurs on n'en touche pas un rond !

Quand on est un voleur, on est souvent menteur.